

# 2019

## Politique de transactions avec des parties liées



Groupe NOVO BANCO

mai 2019

## Table des Matières

1.	Objectifs.....	3
2.	Application de la Politique aux Entités du Groupe NOVO BANCO.....	3
3.	Encadrement légal et réglementaire.....	3
4.	Définition de partie liée.....	4
5.	Autres définitions.....	6
6.	Conditions lors de la signature, de la modification et de la formalisation de transactions.....	7
7.	Processus d'approbation de Transactions entre le NOVO BANCO et les parties liées de valeur égale ou supérieure à 100 000 €.....	8
8.	Procédure d'approbation de transactions d'une valeur inférieure à 100 000 €.....	13
9.	Encadrement légal de la concession de crédit.....	14
10.	Empêchement de participation et de vote .....	14
11.	Devoir d'information au Département de Compliance.....	14
12.	Extension de l'application de la présente politique à des transactions avec des parties non liées.....	16
13.	Identification, caractérisation et enregistrement de parties liées.....	16
14.	Compétences du Département de Compliance .....	16
15.	Divulgateion.....	17
16.	Audit interne .....	17
17.	Approbation.....	17
18.	Révision .....	18
19.	Clarifications .....	18

## 1. Objectifs

La présente Politique vise à :

- a) Établir des règles concernant l'identification de transactions du NOVO BANCO avec des parties liées ;
- b) Protéger les intérêts du NOVO BANCO et du Groupe NOVO BANCO dans des situations de conflits d'intérêts potentiels ;
- c) Contribuer à ce que l'information financière du NOVO BANCO représente une image authentique et véritable de sa situation économique et financière ;
- d) Assurer le respect des exigences légales applicables aux transactions avec des parties liées.

- *Identification de transactions avec des Parties Liées ;*
- *Protection des intérêts du GNB ;*
- *Information financière véritable ;*
- *Respect de la loi.*

## 2. Application de la Politique aux Entités du Groupe NOVO BANCO

1. Le NOVO BANCO encouragera auprès de ses succursales et de ses entreprises bancaires associées l'adoption des directives et des règles instituées par la présente Politique, avec l'approbation des respectifs organes d'administration, comme applicable.
2. Aux fins de cette politique, l'« entreprise associée » désigne une institution de crédit, dont le siège se trouve, ou pas, au Portugal, directement ou indirectement dominée, contrôlée ou en participation par le NOVO BANCO qui consolide avec lui aux fins de comptabilité (méthode de consolidation intégrale).
3. L'articulation entre le NOVO BANCO et ses succursales et entreprises associées pour la mise en œuvre de cette Politique sera faite par le biais du Département de Compliance.

## 3. Encadrement légal et réglementaire

1. Lors de l'élaboration de cette politique, plusieurs dispositions légales qui établissent des règles et des exigences qui visent à éviter des risques dérivés de certains types de relations existants entre les sujets des transactions ont été considérées :
  - a) EBA/GL/2017/11, 26 septembre 2017 - *Guidelines on internal governance under Directive 2013/36/EU (Final Report)* [Guidelines (Orientations) 105 et 113] ;
  - b) Régime Général des Institutions de Crédit et des Sociétés Financières (RGICSF) :
    - i. Article 85 (« Crédit à des membres des organes sociaux ») ;
    - ii. Article 86 (« Autres opérations ») ;
    - iii. Article 109 (« Crédit à des détenteurs de participations qualifiées »).

- c) Code des sociétés commerciales :
    - i. Article 397 (« Échanges avec la société »).
  - d) Codes des valeurs mobilières :
    - i. Article 21 (« Relation de domaine et de groupe ») ;
    - ii. Article 248-B (« Communication de transactions ») ;
  - e) Norme internationale de comptabilité - IAS 24
    - i. Établit le caractère obligatoire de divulgation dans les états financiers d'opérations qui impliquent notamment les principaux gestionnaires de la société, les membres de la famille de gestionnaires, d'actionnaires majoritaires et d'autres parties liées.
2. Les observations et les recommandations de la Banque du Portugal figurant dans le Livre Blanc de la Banque du Portugal (mai 2016) ont également été considérées.

#### 4. Définition de partie liée

Dans la présente Politique, « partie liée » a la signification suivante :

- a) Personne concernée :
  - i. Les membres du Conseil d'Administration Exécutif et du Conseil Général et de Surveillance ;
  - ii. Les directeurs généraux, les conseillers du Conseil d'Administration Exécutif et du Conseil Général et de Surveillance ;
  - iii. Les membres de la Commission de suivi ;
  - iv. Secrétaire du NB ;
  - v. Les membres du bureau de l'assemblée générale ;
  - vi. Les gérants des succursales, les conseillers des gérants des succursales et les membres des organes de consultation.
- b) Toute personne ou entité, quelle que soit la forme juridique qu'elle assume, qui a une relation familiale, juridique ou d'affaires avec une personne concernée, de l'un des types suivants :
  - i. Le conjoint de la personne concernée ou la personne avec qui elle vit en partenariat, les parents et autres au premier degré en ligne directe, et les personnes qui cohabitent depuis plus d'un an avec la personne concernée ;
  - ii. Les entités dominées par des personnes concernées ou par l'une des personnes énumérées à l'alinéa b) i. précédent ;
  - iii. Les entités dans lesquelles des personnes concernées ou l'une des personnes énumérées à l'alinéa b) i. précédent détiennent une participation qualifiée ;

- iv. Les entités dans lesquelles les personnes concernées assument des fonctions d'administration ou de surveillance ou, n'en faisant pas partie de ces organes, qui ont un accès régulier à des informations privilégiées et qui participent aux principales décisions de gestion.
- c) Actionnaires :
  - i. Les actionnaires détenant une participation directe ou indirecte égale ou supérieure à 2 % du capital social du NOVO BANCO et des droits de vote, calculée aux termes de l'article 20 du code des valeurs mobilières (CVM) ;
  - ii. Les bénéficiaires effectifs (*ultimate beneficial owners*) et n'importe laquelle de leurs parties liées ;
  - iii. Les entités dominées directement ou indirectement par les actionnaires, par des personnes ou des entités mentionnés aux alinéas c) i. et c) ii. ci-dessus ou en relation de groupe avec ceux-ci ou des entités dans lesquelles les actionnaires détiennent une participation qualifiée ;
  - iv. Si l'actionnaire détenteur d'une participation qualifiée mentionnée au présent alinéa
    - c) est un particulier, la partie liée est également toute personne ou entité, quelle que soit la forme juridique qu'elle assume, qui a une relation familiale, juridique ou d'affaires avec cet actionnaire, de l'un des types suivants :
      - i) Le conjoint de l'actionnaire ou la personne avec qui il vit en partenariat, les parents et autres au premier degré en ligne directe, et les personnes qui cohabitent depuis plus d'un an avec l'actionnaire ;
      - ii) Les entités dominées par l'une des personnes énumérées à l'alinéa iv. i) précédent ;
      - iii) Les entités dans lesquelles l'actionnaire ou l'une des personnes énumérées à l'alinéa iv. i) précédent détenant une participation qualifiée ;
      - iv) Les entités dans lesquelles l'actionnaire assume des fonctions d'administration ou de surveillance ou, n'en faisant pas partie de ces organes, qui a un accès régulier à des informations privilégiées et qui participe aux principales décisions de gestion ;
- d) Le commissaire aux comptes (ROC) de la Banque et les entités dominées par le ROC.
- e) Entreprise associée : entité dont le siège se trouve, ou pas, au Portugal, directement ou indirectement contrôlée, dominée, ou détenue par le NOVO BANCO qui consolide avec lui aux fins de comptabilité (méthode de consolidation intégrale) ;
- f) Personnes concernées d'entreprise associée : membres de l'organe d'administration ou de surveillance de l'entreprise associée ;

Entreprises associées : Les entreprises sur lesquelles le Groupe NOVO BANCO détient le pouvoir d'exercer une influence significative sur leurs politiques financières et

opérationnelles, même s'il ne détient pas leur contrôle. Normalement, on présume que le Groupe exerce une influence significative lorsqu'il détient le pouvoir d'exercer plus de 20 % des droits de vote de l'associée, mais moins de 50 % de ces derniers. Même lorsque les droits de vote sont inférieurs à 20 %, le Groupe pourra exercer une influence significative par le biais de la participation à la gestion de l'associée ou à la composition des organes d'administration avec des pouvoirs exécutifs ;

- g) Entités sous le contrôle conjoint du NOVO BANCO (en coentreprise – *joint-venture*)

## 5. Autres définitions

Dans la présente politique, les termes et les expressions suivantes ont la signification suivante :

- a) Crédit : Crédit accordé, par toute forme ou modalité, directe ou indirecte, y compris la prestation de garanties, ainsi que leurs modifications, les renégociations ou restructurations à tout titre (y compris l'approbation, la modification, le renouvellement, la novation et la rémission de lignes ou de transactions) ;
- b) Entité dominée : Personne morale envers laquelle une autre personne physique ou morale détient la totalité de son capital ou exerce une relation de contrôle ou de domination ;
- c) Groupe NOVO BANCO : NOVO BANCO et ses entreprises associées ;
- d) Participation qualifiée : la participation directe ou indirecte qui représente un pourcentage non inférieur à 10 % du capital social ou des droits de vote de l'entreprise participée ou qui, pour tout autre raison, permet d'exercer une influence significative dans la gestion de l'entreprise participée conformément à l'article 486 du code des sociétés commerciales ;
- e) Transaction : toute relation établie ou à établir entre le NOVO BANCO et les parties liées, y compris la modification, la cessation ou toute autre décision concernant un contrat. Le processus d'approbation de Transactions entre le NOVO BANCO et les parties liées doit suivre les procédures suivantes :
  - i. Dans le cas de transactions avec des actionnaires, aucune limite n'est applicable, la procédure étant prévue au point 7 ;
  - ii. Dans le cas de transactions avec les autres parties liées, y compris les entreprises associées et les filiales, une limite de 100 000,00 € est applicable aux termes prévus par le point 7. Dans le cas de transactions inférieures à 100 000 €, les dispositions du point 8 s'appliquent.
  - iii. Pour écarter tout doute, les limites indiquées ci-dessus ne s'appliquent pas aux transactions soumises aux articles 85 et 109 du Régime Général des Institutions de Crédit et des Sociétés Financières.



- iv. Pour écarter tout doute, les exclusions de la définition de Transaction aux fins de la présente Politique sont les suivantes:
- a) Toutes transactions ou activités associées au contrat de capital contingent signé entre le NOVO BANCO et le Fond de Résolution.
  - b) Tout accord standard où la partie liée est une contrepartie ou lorsqu'elle intervient à tout titre et qu'elle n'est pas objet de négociation ou de modification, tel que l'ouverture d'un compte, un contrat d'enregistrement et de dépôt d'instruments financiers ou toute souscription de produits bancaires selon les termes et les conditions générales applicables à tous les clients et selon les tarifs de la Banque.

À titre d'exemple, on considère comme transaction :

- i. La concession de crédit (y compris l'approbation et le renouvellement de lignes) ;
- ii. Le placement de valeurs mobilières ou leur souscription ;
- iii. Le placement de fonds d'investissement ou de produits d'assurance qui incluent des actifs financiers émis par une partie liée ;
- iv. La signature de contrats de nature dérivée ou de nature similaire ;
- v. La réalisation d'opérations sur des biens immobiliers ;
- vi. La signature de contrats ou les adjudications pour la fourniture de biens et services ;
- vii. Tout autre contrat qui a une partie liée en contrepartie ou dans lequel elle intervient à tout titre.

## 6. Conditions lors de la signature, de la modification et de la formalisation de transactions

1. Les conditions suivantes doivent être observées dans les transactions :

- a) Être signées dans les conditions du marché (*at arm's length*) et selon ce qu'établit cette politique. Si la transaction a été proposée sans l'observation de cette condition, les propositions / décisions des domaines commerciaux impliqués, du Comité de Compliance du Conseil Général et de Surveillance / du Conseil Général et de Surveillance et du Conseil d'Administration Exécutif doivent présenter une justification pertinente pour ce fait.

- Conditions de marché
- Preuves
- Signature par écrit

- b) Présenter des preuves de la vérification qu'elles ont eu lieu en des termes et conditions similaires, lorsqu'elles sont comparées avec d'autres signées avec des parties non-liées, lorsque cela est demandé par le Département de Compliance ;

- c) Être signées par écrit en spécifiant leurs principales caractéristiques et conditions, tel que le montant, le prix, les commissions, le délai et la garantie.
- 2. Lors du processus d'appréciation et de décision de transactions qui impliquent des parties liées, on doit s'assurer que :
  - a) Les règles applicables aux transactions homologues qui n'impliquent pas de parties liées sont observées ;
  - b) Les propositions d'approbation / de modification / de renouvellement / de cessation de transactions de crédit, concernant les (i) Limites ou les propositions d'implication globale (PEG) concernant les catégories de Transactions qui impliquent des parties liées ; ou (ii) les Transactions qui impliquent des parties liées qui ne sont pas mises sous contrat selon les limites ou les propositions d'implication globale (PEG) approuvées préalablement par la Banque, contiennent les informations suivantes :
    - i. Si les termes et les conditions proposés sont similaires à ceux selon lesquels des transactions homologues qui n'impliquent pas de parties liées sont signées ; et si tel n'est pas le cas, une justification devra être présentée, par exemple dans les cas où il n'existe pas de transactions comparables avec des parties non-liées ;
    - ii. Dans les cas où l'implication de la partie liée dérive d'un choix du NOVO BANCO, l'évaluation technique et commerciale qui a servi de base à ladite sélection ;
    - iii. Si la transaction est une opération courante du NOVO BANCO (qui s'inclut dans son commerce).
- 3. La formalisation et l'exécution des Transactions devront observer les règles applicables aux transactions homologues qui n'impliquent pas de parties liées.

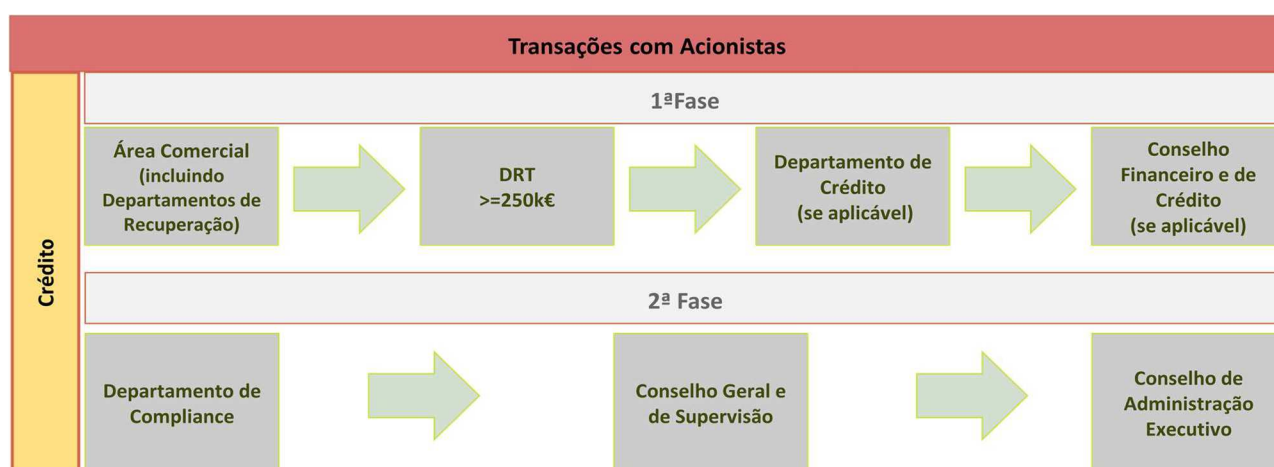
## **7. Processus d'approbation de Transactions entre le NOVO BANCO et les parties liées de valeur égale ou supérieure à 100 000 €**

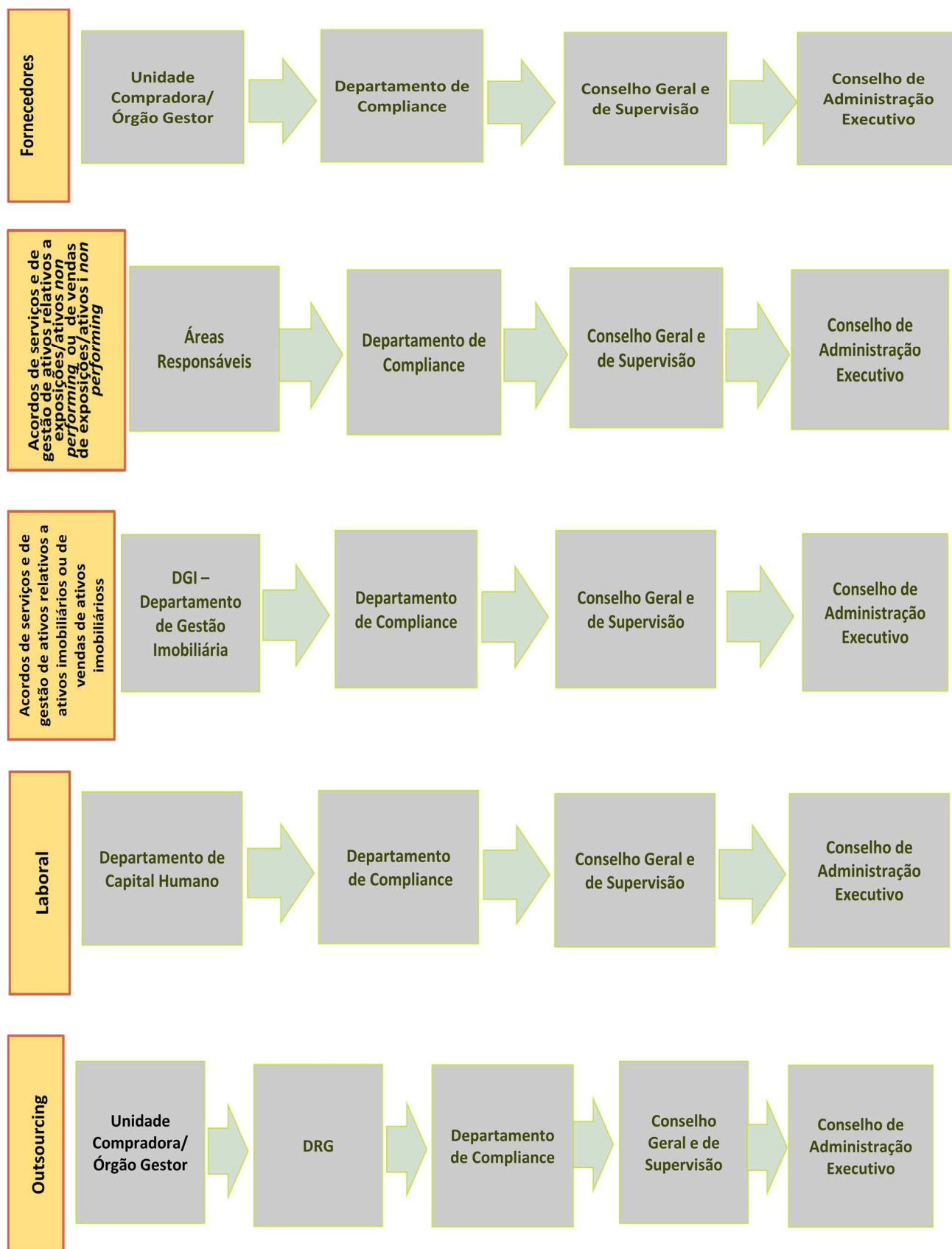
L'approbation de transactions qui impliquent des parties liées doit respecter la procédure suivante :

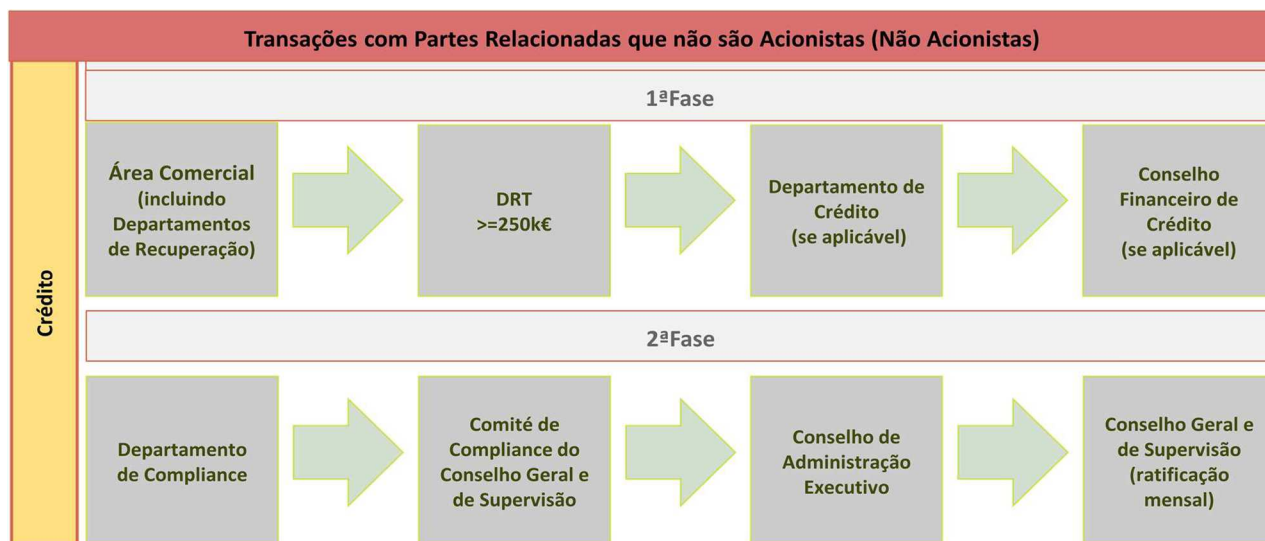
- a) L'avis :
  - i. De la division commerciale responsable de la transaction, y compris les départements de récupération ;
  - ii. De l'unité acquéreuse / organe gestionnaire, dans le cas d'un recrutement de fournisseurs ou de prestataires de services ; ou
  - iii. Du département de gestion immobilière (DGI), dans le cas des accords de services

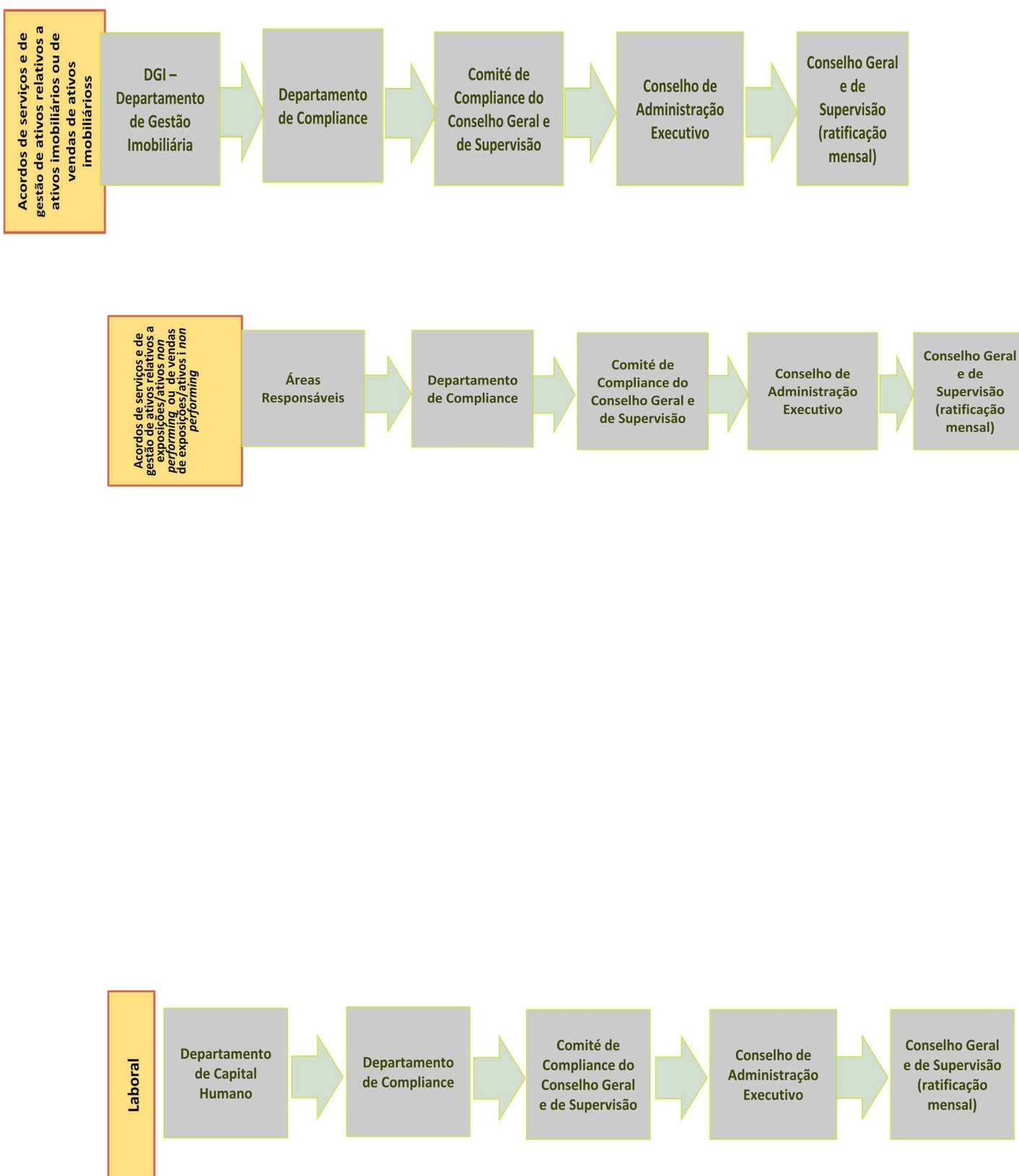


- et de gestion d'actifs concernant des actifs immobiliers ou de ventes d'actifs immobiliers ; ou
- iv. des divisions de *non-performing assets*, dans le cas d'accords de services et de gestion d'actifs concernant l'exposition / actifs *non-performing* et de ventes d'expositions / actifs *non performing* ; ou
  - v. du Département de Capital Humain, pour les questions de travail ;
  - vi. d'autres, selon le cas;
- b) L'avis de la Fonction de Risque dans les cas suivants : (i) L'avis du Département de Rating (DRT), qui est responsable de la centralisation des évaluations de crédit individuelles, qui analysera les Transactions de crédit de valeur égale ou supérieure à 250 000,00 € ; et (ii) L'avis du Département de Risque Global (DRG), selon la Politique d'Outsourcing, dans le cas d'un recrutement d'*outsourcers* qui sont des parties liées ;
- c) L'avis du Département de Compliance qui devra indiquer s'il est nécessaire, dans ce cas, de respecter des exigences supplémentaires dérivées des régimes indiqués dans la clause 3, alinéas b) et c) ci-dessus ou d'autres recommandations ou avis qu'il juge convenables ;
- d) L'accord préalable du Conseil Général et de Surveillance qui pourra attribuer une délégation de pouvoirs en faveur du Comité de Compliance du Conseil Général et de Surveillance (à l'exception de transactions à signer par le NOVO BANCO avec des actionnaires, qui devront toujours être approuvées par le Conseil Général et de Surveillance) ; après l'octroi de la délégation de pouvoir, la ratification par le Conseil Général et de Surveillance est nécessaire.
- e) L'approbation par le Conseil d'Administration Exécutif (à cet effet, il sera exigé d'approbation par la majorité d'au moins deux tiers de ses membres qui ne sont pas empêchés de participer).











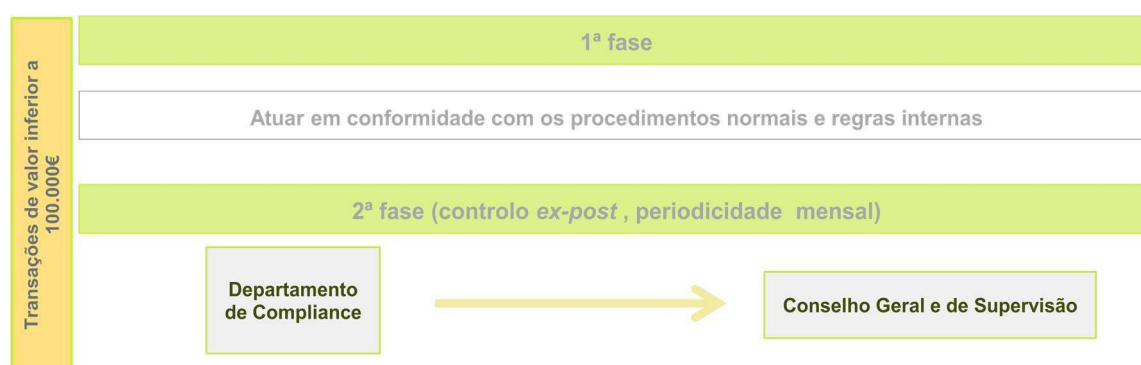
## 8. Procédure d'approbation de transactions d'une valeur inférieure à 100 000 €

La procédure d'approbation de transactions de crédit ou d'une autre nature d'une valeur inférieure à 100 000 € comprend deux phases différentes :

1. La première phase comprend les procédures suivantes qui terminent avec la signature de la transaction et la signature du contrat / accord :
  - a) L'avis de la division commerciale, en mentionnant si les transactions seront signées dans les conditions de marché (at arm's length) ;
  - b) Dans le cas d'opérations de crédit, l'avis du Département de crédit et du comité financier et de crédit (le cas échéant) selon les règles internes de crédit ;
  - c) La signature de la transaction et la signature du contrat / accord correspondant conformément aux décisions prises dans les alinéas a) et b) précédents.
2. La deuxième phase inclut un contrôle mensuel de la part du Département de Compliance et a lieu après la signature de la transaction et la signature du contrat / accord. Des recommandations ou des avis considérés comme convenables peuvent également être donnés par le Département de Compliance.
3. Aux fins du paragraphe précédent, les départements / divisions du NOVO BANCO devront communiquer au Département de Compliance à la fin de chaque mois toutes les transactions d'une valeur inférieure à 100 000 € signées par le NOVO BANCO et les parties liées, le Département de compliance ayant le droit de demander, à tout moment, des

informations complémentaires et des clarifications concernant ces transactions.

4. Le Département de compliance devra informer le Conseil Général et de Surveillance, tous les mois, de toutes les transactions mentionnées à la présente clause 8.
5. Si toute violation de la présente Politique ou de toute norme interne est identifiée par le Département de Compliance, le Département de Compliance pourra recommander au Département d'Audit la réalisation d'audits ou d'inspections, selon le cas.
6. Pour écarter tout doute, les dispositions de la présente clause ne s'appliquent pas aux transactions de crédit soumises aux articles 85 et 109 du Régime Général des Institutions de Crédit et des Sociétés Financières.



## 9. Encadrement légal de la concession de crédit

En ce qui concerne le crédit à des membres des organes sociaux, ainsi que le crédit accordé aux titulaires de participations qualifiées (directes ou indirectes) dans NOVO BANCO, les dispositions suivantes seront également appliquées en plus de la présente Politique :

1. L'article 85 du RGICSF (Régime Général des Institutions de Crédit et des Sociétés Financières) ;
2. L'article 109 du RGICSF (Régime Général des Institutions de Crédit et des Sociétés Financières).

## 10. Empêchement de participation et de vote

Les personnes concernées sont empêchées de participer au processus d'appréciation ou de décision de toute transaction, lorsqu'elles se trouvent, pour toute raison, en situation de conflit d'intérêts, notamment lorsque la personne elle-même ou une personne ou entité qui est une partie liée du NOVO BANCO intervient en vertu de la relation qu'elle a avec la personne concernée.

## 11. Devoir d'information au Département de Compliance

Toute personne concernée, dans l'exercice de ses fonctions, doit informer le Département de Compliance de toute transaction par rapport auxquelles elle se trouve en situation de conflit



d'intérêts ou dans lesquelles participe une personne ou entité qui est partie liée du NOVO BANCO en vertu de la relation qu'elle a avec cette personne concernée.

## **12. Extension de l'application de la présente politique à des transactions avec des parties non liées**

Les transactions qui, bien qu'elles ne soient pas réalisées avec des Parties non liées, peuvent être soumises à des dispositions prévues dans cette Politique si le Conseil d'Administration Exécutif en délibère ainsi.

## **13. Identification, caractérisation et enregistrement de parties liées**

1. Les actionnaires, les membres du Conseil Général et de Surveillance, les membres du Conseil d'administration exécutif et les membres de la Commission de suivi devront informer le Département de Compliance, en remplissant à cet effet le formulaire dont le modèle est mis à disposition par ce Département, de la liste de ses parties liées dans le cadre de la présente Politique et de toute nomination ou poste / fonction qu'elles exercent au sein d'autres entités.
2. Les personnes et les entités qui s'intègrent dans les différents types de parties liées devront être identifiées et caractérisées dans les systèmes informatiques du NOVO BANCO.
3. Les Départements / Structures du NOVO BANCO devront identifier les contreparties qui, selon la présente Politique, sont des parties liées du NOVO BANCO, tout en informant immédiatement le Département de Compliance.
4. Le Département de Compliance devra encourager l'inscription et la mise à jour sur le Portail des Entités des personnes ou des entités qui s'intègrent dans chacun des types de partie liée qu'il identifie ou qui lui soient communiquées aux termes de la clause n° 2 antérieure.
5. Les départements / divisions du NOVO BANCO devront notifier le Département de Compliance de toutes les transactions réalisées avec des parties liées selon la norme interne concernant les Transactions avec des parties liées.
6. Le Département de Compliance demandera une fois par trimestre (mars, juin, septembre et décembre) aux départements / divisions la liste de transactions avec des parties liées signées pendant cette période.
7. Les procédures à respecter dans le cadre des activités mentionnées au présent point sont réalisées et détaillées dans la norme interne concernant les Transactions avec des parties liées.

## **14. Compétences du Département de Compliance**

1. Il revient au Département de Compliance de suivre le respect de la présente Politique, en pouvant demander la réalisation d'actions d'inspection et d'audit qu'il tient comme convenables.
2. Le Département de Compliance rapportera au Conseil d'Administration Exécutif et au Conseil Général et de Surveillance d'éventuels cas de non-respect de la présente Politique.
3. Le Département de Compliance évalue l'efficacité des règles figurant dans la présente Politique et, quand il le faut, il suggère des mesures pour corriger d'éventuelles lacunes.
4. Le Département de Compliance tient un registre de toutes les transactions effectuées par le NOVO BANCO avec des parties liées.

- *Suivre le respect de la Politique ;*
- *Rapporter au Conseil d'Administration Exécutif et au Conseil Général et de Surveillance ;*
- *Évaluer l'efficacité des règles figurant dans la Politique ;*
- *Promouvoir l'inscription et la mise à jour de la liste de Parties Liées.*

## 15. Divuligation

1. Le Département de Compliance du NOVO BANCO est responsable de la divulgation de la présente Politique auprès des structures du NOVO BANCO.
2. Le NOVO BANCO divulguera l'information qui est légalement exigée concernant les parties liées, notamment les dispositions de la norme internationale de comptabilité IAS 24.

## 16. Audit interne

Sans porter préjudice aux attributions du Département de Compliance, l'Audit Interne évalue le respect de la présente Politique dans le cadre de ses évaluations périodiques, en fonction du plan annuel d'audit approuvé, en rapportant au Conseil d'Administration Exécutif et au Conseil Général et de Surveillance les résultats de cette évaluation et d'éventuelles mesures pour améliorer son efficacité.

## 17. Approbation

La présente Politique concernant les Transactions avec des parties liées a été approuvée par le Conseil d'administration exécutif du NOVO BANCO et, sur recommandation du Département de Compliance, par le Conseil général et de surveillance.

## 18. Révision

La présente Politique est révisée avec une périodicité annuelle au minimum. Le Département de Compliance peut, cependant, proposer au Conseil d'administration exécutif la révision de la Politique dans un délai inférieur, à chaque fois qu'il le juge opportun.

## 19. Clarifications

Pour toute clarification concernant la présente Politique, l'Unité de réglementation comportementale et de conflits d'intérêts du Département de Compliance doit être contactée.

Les collaborateurs devront consulter sur le *NBweb*/espace Compliance, les contacts de la division de la Réglementation Comportementale et de Conflits d'Intérêts.

